

L'insécurité et la hausse des prix limitent l'accès des ménages pauvres aux denrées alimentaires

MESSAGES CLÉS

- L'accès à la propre production grâce aux récoltes en cours qui sont en légère baisse de 4 pourcents par rapport à la moyenne quinquennale selon le rapport de la Cellule de la Planification, Statistique du Secteur du Développement Rural (CPS/SDR, novembre 2021), les revenus issus des activités habituelles sont favorables pour la majorité des ménages pauvres du pays d'être en Minimale (Phase 1 de l'IPC) pour la période de décembre à mai 2022.
- La recrudescence des incidents sécuritaires ces derniers mois perturbe les mouvements des personnes et des biens ainsi que les activités de contre-saison au centre du pays et dans la zone de l'Office du Niger ; ce qui réhausse le risque des ménages pauvres à l'insécurité alimentaire dans ces zones.
- Les conditions d'élevage globalement moyennes dans le pays sont favorables à une soudure pastorale apaisée excepté dans les zones d'insécurité du nord où le déficit de pâturage et les perturbations de mouvement liées à l'insécurité engendreront des difficultés d'alimentation pour le bétail.
- L'insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) en cours dans la région du Liptako Gourma et par endroits dans le nord et les centres urbains du pays se poursuivra jusqu'en mai 2022 à cause des effets de l'insécurité sur les moyens d'existence, les prix des denrées supérieurs à la moyenne et la baisse des productions agricoles en lien avec l'insécurité et la sécheresse.

SITUATION ACTUELLE

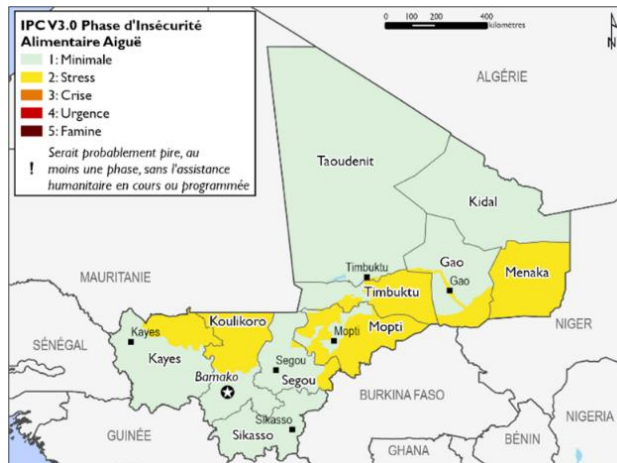
Situation sécuritaire : La persistance des incidents sécuritaires particulièrement au centre du pays et dans la bande nord de la région de Ségo engendre une perturbation des mouvements des personnes et des biens. Selon ACLED, le nombre de fatalités à la suite de l'insécurité se chiffrait à 3 684 personnes de novembre 2020 à novembre 2021 contre 5 871 personnes de novembre 2019 à novembre 2020, soit une baisse de 37 pourcents. Les négociations entre les communautés et les groupes armés se poursuivent. Les incidents sécuritaires en plus de maintenir la tendance haussière du nombre de personnes déplacées estimées à 401 736 personnes en fin septembre 2021 contre 377 781 personnes en fin juillet 2021, limitent l'accès humanitaire dans les zones concernées. Les perturbations des activités économiques à travers les vols de

Projected food security outcomes, December 2021 to January 2022



Source: FEWS NET

Projected food security outcomes, February to May 2022



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

bétail, les destructions des biens, les difficultés d'accès aux marchés et aux exploitations agricoles dans certaines localités de la zone de l'Office du Niger et dans le pays Dogon, rehaussent le risque des ménages à l'insécurité alimentaire.

Situation de la COVID-19 : La hausse du nombre de cas positifs de COVID-19 depuis la dernière décade de novembre dans le pays reste une préoccupation. A la date du 27 décembre 2021, le nombre cumulé de cas positifs depuis le début de la crise se chiffre à 18 112 cas dont 15 345 guéris et 619 décès. De mars à octobre 2021, le Gouvernement du Mali a reçu 475 200 doses de vaccin AstraZeneca, 319 200 doses de Johnson & Johnson, 835 200 doses de SINOVAC et 40 000 doses Essai Solidarité de l'OMS. A la date du 8 décembre 2021, 4,1 pourcents des populations du pays avaient reçu une dose de vaccin tandis que 1,7 pourcent avait un statut de vaccination complète. Le district de Bamako et les régions de Koulikoro, et de Kayes demeurent l'épicentre de l'épidémie. Le gouvernement poursuit la sensibilisation pour le respect des mesures barrières et la vaccination disponible au niveau des centres de santé. Les activités économiques continuent à trainer les séquelles de la crise causée par la pandémie, et commerce et le tourisme sont les secteurs les plus affectés. Selon l'enquête nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ENSAN) du septembre 2021, les ménages de certaines localités du sahel occidental ont connu des baisses de revenus par rapport à septembre 2020 à cause des effets de la COVID-19 sur les transferts des migrants et de l'insécurité à Nara et Banamba. Il s'agit notamment des cercles de Yélimané pour près de 30 pourcents des ménages, Diéma pour 50 pourcents, Nara pour 52 pourcents et Banamba pour 25 pourcents. La recrudescence de la COVID-19 en cours dans les pays d'accueil des migrants a des effets négatifs sur les activités économiques, et qui continueront d'impacter négativement les transferts des migrants principalement dans le sahel occidental.

Productions agricoles : Les récoltes des céréales sont globalement moyennes dans le pays avec des poches de baisse moyenne à importante production (- 25% à plus de 50%) par rapport à la moyenne dans les zones d'insécurité du centre (Koro, Bankass, Bandiagara et Douentza le nord (Rhaous, Ménaka, Ansongo et Gao) et le Sahel occidental des régions de Kayes et Koulikoro. Selon le résultat provisoire de la campagne agricole, la production globale de céréales est en légère baisse d'environ 4 pourcent par rapport à la moyenne quinquennale et de 7 pourcents par rapport à l'année 2020/21. La baisse des productions agricoles est liée à la mauvaise répartition spatio-temporelle de la pluviométrie, aux ennemies des cultures et à l'insécurité qui a limité les superficies cultivées dans la région du Liptako Gourma et la zone de l'Office du Niger de Niono. Environ 254 000 personnes sont affectées par les diminutions moyennes à importantes de 25 à 50 pourcents voire plus de 50 pourcents des surfaces agricoles dans les régions de Ségou et Mopti en 2021 selon l'étude sur l'Analyse des images satellitaires sur la dynamique des surfaces agricoles dans les zones difficiles d'accès (insécurité) en 2021 du Programme Alimentaire Mondial. Les populations des cercles de Koro et Bankass, Tominian sont les plus affectées par cette baisse, elles sont respectivement 18 pourcents et 20 pourcents et 3 pourcents de leurs populations. La mise en place des cultures maraichères de contre-saison se poursuit avec des perspectives globalement moyennes excepté dans les zones du Liptako Gourma et du plateau Dogon où elles seront faibles à cause de la faiblesse des réserves en eau au niveau des barrages, mares et retenues et d'un accès limité aux parcelles. Il en est de même pour les cultures de décrue au niveau des lacs à Tombouctou, Mopti et dans la région de Kayes qui seront limités à cause du faible niveau de remplissage des mares et lacs.

Conditions pastorales : Les pâturages sont globalement moyens à supérieurs à la moyenne excepté par endroits dans le Sahel occidental et dans les régions du nord où des déficits de production liés à la mauvaise pluviométrie ont été observés. Il en est de même pour les conditions d'abreuvement, qui sont favorables à une soudure pastorale moyenne particulièrement dans les zones d'élevages. L'interdiction d'exportation de céréales, graines de coton et des tourteaux de coton par le gouvernement en date du 6 décembre renforcera davantage la disponibilité en aliment de bétail très sollicité pendant la soudure. Toutefois, la dégradation rapide des pâturages dans certaines zones d'insécurité, à cause des difficultés de déplacement du bétail et aussi à la descente précoce des troupeaux Mauritaniens entraînant des surpâturages, pourrait engendrer des difficultés d'alimentation du bétail dans ces zones et affecter négativement les productions animales et le revenu pastoral. Le retour habituel des troupeaux transhumants vers les points d'eau permanents et les résidus de récolte est observé. La situation zoo-sanitaire est calme dans l'ensemble et la campagne de vaccination se poursuit avec l'appui de partenaires humanitaires comme le CICR et la FAO. L'état d'embonpoint des animaux est satisfaisant de même que la production de lait qui est appréciée moyenne, ce qui est favorable à la consommation des ménages pasteurs et des revenus moyens issus de la vente du lait et ses dérivés (beurre, fromage).

Marchés et Prix : La hausse saisonnière des offres de céréales et légumineuses est observée sur les différents marchés grâce à la disponibilité des nouvelles récoltes mais avec un niveau inférieur à la normale à cause de la rétention des stocks au niveau des producteurs dans les grandes zones de production et les dysfonctionnements de certains marchés de production comme à Bankass et Koro. L'approvisionnement reste suffisant dans l'ensemble à travers le pays, bien qu'inférieur à la moyenne à cause de la baisse de production signalée par endroits, des faibles niveaux de déstockage et des perturbations des mouvements des personnes et de leurs biens dans les zones d'insécurité. S'agissant de la demande, les stocks commerçants

en prélude des achats institutionnels et les particuliers principalement dans le sahel occidental sont en cours de reconstitution mais à un rythme faible à cause du niveau élevé des prix et de l'interdiction des exportations des céréales.

La baisse saisonnière des prix a été faible et les prix des céréales sont stables ou en hausse par rapport à leurs niveaux de la soudure. Par rapport à la moyenne quinquennale, le prix de la principale céréale de base au niveau des marchés des capitales régionales est en hausse de 8 pourcents à Kayes (sorgho), 7 pourcents à Koulikoro (mil), 64 pourcents à Sikasso (maïs), 35 pourcents à Ségou (mil), 33 pourcents à Mopti (mil), 8 pourcents à Gao (mil), 23 pourcents à Ménaka (mil) ; en baisse de 6 pourcents à Tombouctou (mil). Ces niveaux de prix réduisent l'accès des ménages pauvres aux denrées dans les zones de faible production qui dépendent du marché pour leur consommation. Pour limiter la flambée des prix des céréales de base (mil, sorgho, riz, maïs) et favoriser un accès adéquat des ménages, le gouvernement a accordé des subventions (réduction taxes de 50 pourcents) sur l'importation du riz pour 300 000 tonnes, du sucre pour 60 000 tonnes et de 30 000 tonnes d'huile alimentaire. En plus, les

exportations des céréales locales sont suspendues à partir de ce mois de décembre 2021. Les marchés à bétail fonctionnent normalement dans l'ensemble à l'exception des zones d'insécurité où des perturbations persistent. Quant aux prix des petits ruminants et gros ruminants, ils sont moyens à supérieurs à la moyenne quinquennale à la faveur d'un embonpoint satisfaisant. Les termes de l'échange chèvre/mil par rapport à la moyenne quinquennale, sont en hausse de 52 pourcents à Tombouctou, 33 pourcents à Ménaka, 21 pourcents à Rharous, 6 pourcents à Nara et 5 pourcents à Gao et en baisse de 11 pourcents à Mopti. Toutefois, cette amélioration des termes de l'échange ne profite pas aux ménages pauvres des zones d'insécurité qui ont un capital animalier limité où inexistant à cause des ventes excessives. Pour avoir accès à la nourriture et au revenu, ils ont alors recours à l'intensification de la main d'œuvre, envois des migrants et à la vente du bois de chauffage.

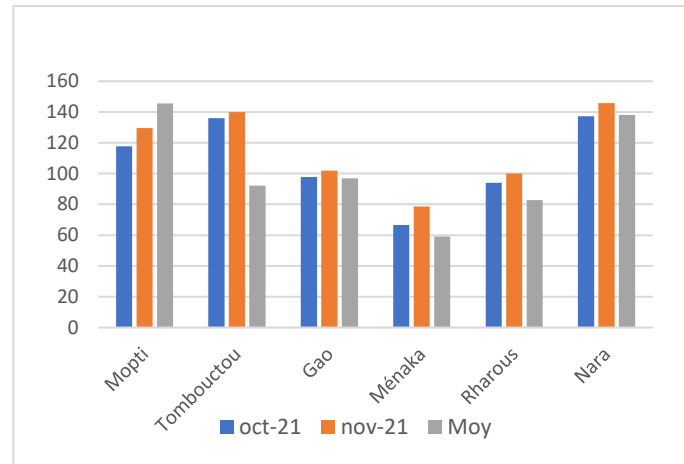
Situation nutritionnelle : La prévalence de la malnutrition aiguë globale est de 10,0%, seuil d'alerte selon les normes de l'OMS selon le SMART d'octobre 2021 contre 7,2% en 2020 en décembre 2020. La situation nutritionnelle est également très préoccupante chez les personnes déplacées vivant dans les camps avec des prévalences très élevées de MAG dépassant le seuil critique de 15% au niveau de trois camps sur les cinq enquêtés (24,5 à Ségou, 22,3 à Tombouctou et 18,5 à Bamako). Ce taux devrait connaître son amélioration grâce à la disponibilité des récoltes et des produits animaliers, ce qui se ressent par la réduction saisonnière du nombre des admissions observées dans les centres de santé.

SUPPOSITION MIS À JOUR

La situation actuelle n'a pas fondamentalement affecté les hypothèses utilisées dans le développement du [Scénario de FEWS NET](#) le plus probable pour la période d'octobre 2021 à mai 2022. Néanmoins compte tenu de la fragilité du contexte sécuritaire et politique, nous pouvons rappeler ces hypothèses :

- Les incidents sécuritaires persisteront dans le centre du pays y compris Niono et les régions du nord avec des perturbations sur les activités agricoles notamment des cultures de contre-saison qui démarrent et les activités économiques, les mouvements des personnes et la poursuite des vols/enlèvements de bétail. Aussi, une intensification des attaques par les groupes armés dans les régions occidentales du pays de Kayes et Koulikoro où une expansion de l'insécurité est observée présentement. A celles-ci, s'ajoute la région de Sikasso où la situation sécuritaire pourrait se dégrader également.
- La situation politique reste tendue entre les autorités de la transition et une partie importante de la classe politique ainsi que la communauté internationale à travers la CEDEAO, par rapport au respect strict du délai de la transition fixé pour février 2022 conformément à la Charte de la Transition. Au-delà des sanctions individuelles déjà prises à l'encontre du gouvernement et de l'organe législatif de la transition, la CEDEAO se réserve le droit de prendre des sanctions additionnelles (sanctions économiques et financières) au plus tard 1er janvier 2022 en absence de tout progrès tangible sur la préparation des élections. Cela contribuera à réduire davantage les échanges commerciaux

Figure 1. Termes de l'échange chèvre/céréales (kg) d'octobre à novembre 2021



Source : FEWS NET

avec des effets sur les revenus des ménages et les prix des produits alimentaires locaux et importés à un niveau nettement plus élevé que la moyenne, réduisant ainsi les capacités des ménages à accéder aux aliments surtout les pauvres.

PERSPECTIVE ESTIMÉE JUSQU'À MAI 2022

La disponibilité globalement moyenne des récoltes, les revenus en nature et en espèce issus des travaux de récolte, les termes de l'échange bétail/céréales favorables aux éleveurs et les revenus tirés des activités habituelles de main d'œuvre agricole et non-agricole sont favorables à un accès moyen des ménages aux denrées alimentaires. Par conséquent, la majorité des ménages du pays se retrouvera en situation d'insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) de décembre 2021 jusqu'en mai 2022. Toutefois, l'épuisement précoce des stocks à cause de la baisse moyenne à importante de la production engendrera une dépendance précoce aux marchés pour les populations des cercles de Kayes, Nioro, Yélimané, Nara et par endroits dans la bande du fleuve de Mopti à Gao. Ceci mettra une pression supplémentaire sur les prix déjà supérieurs à la moyenne. Ces ménages qui ont un accès relativement moyen aux vivres en cette période de récoltes bien que faibles, de la solidarité locale connaîtront dès mars une dégradation de la consommation alimentaire et de la situation nutritionnelle à des niveaux supérieurs à la moyenne. Les ménages pauvres qui ne pourront satisfaire leurs besoins alimentaires sans recourir de façon atypique à la migration, aux emprunts, à la main d'œuvre (main d'œuvre pour la construction des maisons et la main d'œuvre agricole dans les grandes zones de contre-saison) et à la réduction de dépenses non essentielles seront par conséquent en insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) de décembre à mai 2022. En outre, les ménages pauvres des centres urbains sont aussi en insécurité alimentaire de stress (Phase 2 de l'IPC) pour la même période à cause du niveau faible de leurs revenus consécutifs aux effets de la COVID 19 et du niveau élevé des prix des produits alimentaires de premières nécessités.

Dans les zones d'insécurité du Liptako Gourma, les ménages pauvres aux revenus en baisse surtout pour ceux de Bankass, Koro, Bandiagara, Douentza et de Ménaka, connaissent une forte dégradation des moyens d'existence qui limite leur capacité à satisfaire convenablement leurs besoins alimentaires et non-alimentaire. Ces ménages en situation d'insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) grâce à leurs propres récoltes même faibles, des rémunérations en nature pour les travaux de récoltes, de la solidarité locale et des appuis du Gouvernement et des agences humanitaires connaîtront dès avril une dégradation de leur consommation alimentaire à des niveaux supérieurs à la moyenne. La dégradation précoce de la consommation alimentaire à cause des difficultés d'accès aux vivres surtout que les prix sont attendus à des niveaux supérieurs à la moyenne et les déficits de protection de moyens d'existence maintiennent les ménages pauvres en insécurité alimentaire de Stress jusqu'en avril, période à partir de laquelle ils seront en crise (Phase 3 de l'IPC).

FEWS NET: Mali Food Security Outlook Update December 2021 to May 2022: Insecurity and rising prices limit poor households' access to food, December 2021

A PROPOS DE CE RAPPORT

Cette mise à jour sur la sécurité alimentaire est un rapport sur les conditions actuelles et des changements sur les perspectives projetées de l'insécurité alimentaire dans ce pays. Il met à jour les Perspectives sur la sécurité alimentaires de FEWS NET qui est publié trois fois par année. Pour en savoir plus sur le travail, [cliquez ici](#).